

## Compte rendu publié dans la

*Revue d'Histoire Ecclésiastique*, vol. 94, n° 3-4, 1999, p. 981-985.

Rudolf Lill (éd.): *Der Kulturkampf*, publié avec le concours de Wolfgang Altgeld et Alexia K. Haus (Beiträge zur Katholizismusforschung. Reihe A: Quellentexte zur Geschichte des Katholizismus 10), Paderborn / Munich / Vienne / Zürich, Ferdinand Schöningh, 1997, 21x14,5, IV-180 p. DEM 24,80. ISBN 3-506-70870-8.

Publié dans la série *Quellentexte zur Geschichte des Katholizismus* des *Beiträge zur Katholizismusforschung* dirigée par Anton Rauscher, cet ouvrage est consacré à la lutte qui opposa l'Etat à l'Eglise catholique dans les pays de langue allemande, surtout dans le Pays de Bade (1860-1888) et en Prusse (1871-1887). R.L., bien connu pour ses travaux remarquables sur le catholicisme allemand au dix-neuvième siècle, présente un recueil de textes regroupés en quatre chapitres articulés chronologiquement. Le premier chapitre se donne pour objectif de reconstituer les causes du *Kulturkampf* et rassemble des textes écrits entre 1781 et 1872. Le second chapitre est consacré au *Kulturkampf* dans le Pays de Bade et présente des textes de loi qui s'échelonnent de 1860 à 1888. Le troisième chapitre est dédié au *Kulturkampf* prussien avec des textes de loi de 1848 à 1887. Le quatrième chapitre rassemble des débats parlementaires, des discours et des lettres destinés à illustrer les différents courants d'opinion de 1871 à 1880. Il complète donc le deuxième et le troisième chapitre, d'une part en replaçant les lois dans le contexte politique, et, d'autre part en montrant la réaction des responsables catholiques face aux mesures prises par l'Etat.

Les textes choisis ont tous été publiés auparavant. Les textes de loi, en particulier, sont aisément accessibles dans le second tome de E.R. Hubert et W. Hubert, *Staat und Kirche im 19. und 20. Jahrhundert*, Berlin, 1976. Il ne s'agit donc pas d'apporter des éléments nouveaux mais plutôt de rassembler les textes les plus importants en proposant un traitement du sujet et une interprétation classique du *Kulturkampf*.

Les auteurs des textes ont été sélectionnés pour être représentatifs des idées des principaux protagonistes de chacun des camps. Dans le premier chapitre, le premier texte émane de Christoph Friedrich Nicolai dont les idées influencées par les Lumières, illustrent l'origine des sentiments anti-catholiques au dix-neuvième siècle. Ensuite les idées *Großdeutsch* (faire l'unification des Etats allemands avec l'Autriche catholique) des catholiques ultramontains Franz Joseph Ritter von Buß, Johann Joseph Ignaz v. Döllinger et Onno Klopp s'opposent aux préjugés anticatholiques et antiromains des protestants Friedrich Nippold, Emil Friedberg, Paul Hinschius et Michael Baumgarten et aux accusations des libéraux Heinrich von Sybel, Johann Capsar Bluntschi et Max von Forckenbeck contre les catholiques jugés insuffisamment patriotiques. Le quatrième chapitre est dominé par les textes de Wilhelm Emanuel von Ketteler et de Ludwig Windthorst à l'exception notable d'une lettre de Karl Biedermann à Eduard Lasker en juin 1872. Des extraits de débats parlementaires donnent la parole à des personnalités telles qu'August et Peter Franz Reichensperger, Rudolf Virchow et Hermann von Mallinckrodt. Cette sélection est critiquable dans la mesure où elle ne rend compte que de la pensée et de l'action des élites et ignore les centres d'intérêt de la recherche actuelle qui se penche davantage sur la mobilisation des masses (Jonathan Sperber, *Popular Catholicism*, Princeton, 1984) et sur la piété populaire (David Blackburn, *Marpingen*, Oxford, 1993). Les ouvrages de ces deux auteurs n'apparaissent d'ailleurs pas dans la bibliographie.

Le *Kulturkampf* est présenté comme l'agression des Etats du Nord de l'Allemagne, sous l'égide de la Prusse, contre le Sud et l'Ouest catholique. L'A. l'interprète comme la retranscription des guerres unificatrices de la Prusse dans la sphère culturelle et religieuse.

En d'autres termes, la Prusse et ses Etats satellites (surtout le Pays de Bade) imprégnés des idées «post-protestantes», c'est-à-dire d'une vision sécularisée des rapports entre l'Eglise et l'Etat, s'opposèrent aux populations du Sud attachées à l'alliance du trône et de l'autel et à un ensemble de valeurs catholiques. D'un côté, les classes bourgeoises prussiennes avaient bénéficié de l'influence de *l'Aufklärung*, de la modernisation de l'administration, de l'unification progressive des Etats allemands et de l'industrialisation et elles avaient un projet «national-libéral» pour la société allemande. Dans la même mouvance, les élites bourgeoises du Sud, influencées par les idées libérales, lancèrent en 1868, moins par anti-catholicisme que par anti-ultramontanisme, un *Kulturkampf* «rampant» en Bavière et en Autriche, deux Etats où l'Eglise n'était cependant pas réellement menacée grâce à l'intervention du roi qui s'allia au peuple. D'un autre côté, le peuple catholique des campagnes, cantonné dans des occupations traditionnelles, s'opposait, au nom des libertés individuelles, sous l'égide du pape, à l'autoritarisme étatique des classes dirigeantes et s'organisa en fondant un parti politique, le Zentrum, en 1870. Les catholiques, soudés par les mêmes valeurs au-delà des intérêts de classes, auraient ainsi représenté une force démocratique face à l'autoritarisme bismarckien destiné à défendre les privilèges des élites protestantes. L'A. n'hésite pas à parler de «continuité directe» entre la volonté de puissance de l'Etat bismarckien et le Troisième Reich, et il considère plus généralement le *Kulturkampf* comme le précurseur des totalitarismes du vingtième siècle. Il conclut son analyse en disant que Mgr. Ketteler, l'évêque de Mayence bien connu pour son engagement social, et Ludwig Windthorst, devenu président du Zentrum après le décès de Mallinckrodt en 1874, incarnent tous les deux la véritable modernité, l'un en travaillant à l'intégration sociale des ouvriers et l'autre en s'opposant au monopole culturel et politique de l'Etat.

Cette interprétation a été affinée par la recherche actuelle qui tend à montrer que la ligne de démarcation entre les deux camps n'était pas aussi nette. Tout d'abord, M.L. Anderson (*Windthorst*, Oxford, 1981) et T. Nipperdey (*Deutsche Geschichte, 1866-1918*, vol 2: *Machtstaat vor der Demokratie*, Munich, 1992) ont attribué les raisons du *Kulturkampf* à la volonté de Bismarck de réduire la puissance politique de l'Eglise catholique considérée comme un Etat dans l'Etat. Le chancelier la pensait capable de menacer la suprématie de ce dernier dans des régions, peuplées en majorité de catholiques, particulièrement sensibles car situées à la périphérie de l'Empire. Le Zentrum, dont l'électorat populaire était encadré par le clergé local, défendait des idées particularistes contre la domination des élites protestantes. Mais le parti en lui-même ne représentait qu'un danger limité à cause justement de son électorat en position minoritaire. La raison véritable du *Kulturkampf* est que Bismarck voulait éviter à tout prix que la minorité catholique s'allie soit sur la gauche avec les libéraux, soit sur la droite avec les conservateurs et constitue ainsi une force capable d'influencer la politique qu'il entendait mener. Bismarck voulait empêcher la formation d'un contre pouvoir parlementaire. Le *Kulturkampf* n'était donc pas une confrontation inévitable parce que fondée sur deux *Weltanschauungen* incompatibles: ce n'était pas avant tout un combat de valeurs mais un combat pour le pouvoir.

Ensuite, Jonathan Sperber (*Popular Catholicism*, Princeton, 1984) et David Blackbourn (*Populists and Patricians*, London, 1987) ont remis en question l'image d'un milieu catholique uni et imperméable aux influences du temps. Ils ont montré les tensions qui existaient, d'une part entre les dirigeants du Zentrum, et, d'autre part entre ces derniers et l'épiscopat allié à la papauté. L'électorat du Zentrum était loin d'être homogène. Les élites catholiques partageaient l'idéologie et les intérêts économiques des élites conservatrices protestantes tandis que les masses catholiques éprouvaient la même répulsion que les socialistes à l'égard de la bureaucratie, du militarisme et du contrôle politique des élites. La bourgeoisie catholique avait accueilli avec scepticisme l'encyclique

*Syllabus* et elle n'était opposée ni au mariage civil ni à une libéralisation de l'économie. Il y avait aussi de fortes disparités régionales entre les Pays du Rhin, la Silésie et la Bavière. Les députés bavarois souvent issus de l'aristocratie étaient plus conservateurs que leurs homologues des Pays du Rhin et davantage préoccupés par la défense des intérêts agricoles de leurs électeurs. Le programme du Zentrum était un compromis entre ces différentes tendances. La nécessité de s'allier pour faire face au *Kulturkampf* masqua provisoirement ces divisions. Mais après 1890, David Blackburn (*Class, Religion and Local Politics in Wilhelmine Germany*, Wiesbaden, 1980) et Wilfried Loth (*Katholiken im Kaiserreich*, Düsseldorf, 1984) affirment que les intérêts économiques des divers groupes devinrent le facteur dominant dans la politique du Zentrum alors que la défense de la religion catholique passait au second plan. Ce développement des groupes de pression au sein du Zentrum était le signe de l'influence des idées libérales au niveau des élites comme au niveau des masses qui avaient intégré les valeurs matérialistes et poussaient à une sécularisation du programme politique du Zentrum. Par ailleurs, les divisions entre les responsables laïques du Zentrum et le monde ecclésiastique étaient profondes. Alors que les populations catholiques étaient sentimentalement attachées à la personne du pape et estimaient qu'il était le plus sûr rempart contre l'hégémonie de l'Etat, les élites du Zentrum, tout en ne pouvant se passer du soutien électoral du clergé, devaient faire face à la méfiance de la curie et de l'épiscopat à l'égard d'un parti catholique dont la légitimité reposait sur le suffrage universel, ce qu'ils désapprouvaient, mais dont les succès électoraux leur étaient toutefois indispensables pour contrecarrer les efforts de Bismarck de créer une Eglise catholique allemande, libérée de la tutelle romaine. Bismarck essaya d'ailleurs d'utiliser ces dissensions en menant des tractations directement avec la papauté pour mettre un terme au *Kulturkampf*. Son objectif était d'entraver l'action du catholicisme politique qu'il finit par considérer comme potentiellement plus subversif sans la tutelle conservatrice du pape.

Enfin, Jonathan Sperber (*Popular Catholicism*) a mis en doute le caractère fondamentalement démocratique du Zentrum. Dans les années 1850 à 1870, la mobilisation des catholiques au sein des *Vereine*, qui avait précédé la création du Zentrum, s'était faite sur le modèle des associations libérales fondées pendant la première moitié du dix-neuvième siècle. Cette mobilisation s'était effectuée du haut de l'échelle sociale vers le bas: les élites catholiques aidées du clergé avaient mobilisé les masses et avaient été obligées d'utiliser le suffrage universel et de fonder un parti politique pour défendre leur conception conservatrice, autoritaire et antipluraliste de l'Etat. Margaret L. Anderson (*Windthorst*) a montré que le parti agissait par pur opportunisme quand il réclamait un élargissement du pouvoir du parlement et qu'il cherchait avant tout à étendre sa sphère d'influence politique. John K. Zeender (*The German Center Party, 1890-1906*, Philadelphia, 1976) a souligné que Windthorst voulait initialement fonder un vaste parti conservateur rassemblant les députés catholiques et protestants. Ketteler comme Windthorst étaient des monarchistes convaincus qui se méfiaient de l'opinion changeante des masses. Certes, Windthorst, à l'image de Gladstone, évolua de la conception d'un monarque dont l'autorité était supérieure à celle du parlement vers l'idée que les droits du parlement devaient prévaloir sur le pouvoir royal. Mais il se rallia à cette idée uniquement parce qu'il estimait que c'était la seule solution pour défendre les catholiques en position minoritaire. Cette remise en question du caractère démocratique du Zentrum semble d'ailleurs confirmée, après 1890, par la suite des événements que R.L. ne prend pas en compte: jusqu'en 1917, le Zentrum, en Prusse, s'allia avec les conservateurs et refusa toutes mesures de démocratisation craignant de devoir partager son pouvoir avec les socialistes en constant progrès. Les rapports des catholiques avec l'Etat et avec le gouvernement prussien n'étaient donc pas fondamentalement antagonistes. Dès que ce dernier renonça au

*Kulturkampf*, le souvenir des persécutions n'empêcha pas les catholiques d'affirmer de nouveau leur loyauté à l'Etat. Après 1897-1898, le Zentrum soutint pleinement la politique extérieure du Reich, ce qui signifiait que les catholiques avaient intégré les valeurs nationales au même titre que les protestants même si cela s'était fait de façon différente comme l'a récemment montré Helmuth Walser Smith (*German Nationalism and Religious Conflict*, Princeton, 1995).

En définitive, cet ouvrage est excellent en tant que représentant d'une interprétation classique du *Kulturkampf* par les historiens catholiques allemands après 1945. A ce titre, nous serons sûrement nombreux à l'utiliser pour enseigner car c'est justement à cause de sa partialité qu'il est un outil essentiel à l'interprétation du *Kulturkampf*.

Marie-Emmanuelle REYTIER